



Le président

Département Territoires
Jean-François GEYSSENS
01 60 79 90 29
jf.geyssens@essonne.cci.fr

Madame Sylvie SECHET
Maire
Hôtel de ville
2 Grande rue
91590 BOISSY-LE-CUTTE

N° réf. : 15.54/SAE/JFG/lr

Evry, le 29 septembre 2015

Objet : Projet de PLU arrêté - Avis CCI Essonne

Madame le Maire,

Nous avons examiné attentivement le projet de PLU arrêté par le conseil municipal du 18 août 2015 que nous avons reçu le 27 août 2015 pour avis.

Parmi les enjeux du Projet d'Aménagement et de Développement Durable figure notamment, au titre de l'axe 3 intitulé « articuler lieux de vie et lieux d'emploi », le maintien des activités économiques existantes et l'accueil de nouvelles.

A ce titre, nous approuvons le classement en 1AUI des terrains contigus à l'entreprise STRF, dotée de l'Opération d'aménagement et de programmation n° 3, avec pour objectif l'accueil d'entrepreneurs à la recherche de petites surfaces.

Nous souscrivons également au projet énoncé dans le PADD de faciliter les circulations des poids-lourds sans passer par le centre-bourg grâce à une connexion RD 191 – RD 56 à l'est de la commune en utilisant la voirie créée pour la zone d'activités attenante à l'entreprise STRF.

Il s'avère par ailleurs que le déploiement du réseau des communications numériques très haut débit dans la commune, précisé dans le PADD, contribuera au maintien des entreprises et favorisera l'accueil de nouvelles, ceci dans le cadre du SDAN, dans une cohérence globale à l'échelle du territoire élargi à la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde.

Toutefois, nous regrettons la suppression des zones d'urbanisation future à vocation économique 2AUI correspondant :

- à l'extension envisagée du site STRF sur le long terme,
- et à l'aménagement d'une zone d'urbanisation future 2AUI en continuité du site ALLPACK.

Ces suppressions de dispositions figurant au projet de PLU arrêté en 2013 seraient notamment de nature à obérer tout développement, voire à compromettre le maintien de l'entreprise ALLPACK qui a connu, au demeurant, une croissance continue de son activité durant ces dernières années.



Il apparaît en effet que les dispositions du projet de PLU nouvellement arrêté ne permettent plus de répondre aux besoins de croissance de l'entreprise exprimés au-delà de 2023.

En conséquence, compte tenu de l'hypothèque que fait peser le document sur le développement économique de la commune, ceci en contradiction avec la volonté affichée par les collectivités territoriales de revitaliser le Sud-Essonne, la CCI Essonne émet un **avis défavorable** sur le dossier de PLU qui lui est soumis.

Restant à votre écoute,

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes sincères salutations.



Philippe LAVIALLE